

Bulletin d'avril : NOUVEAU RAPPORT :
L'Ombudsman constate que les demandes de
placement en foyer d'accueil d'une adolescente
sont restées sans réponse, et plus

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)
[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)

[Click here to read the newsletter in English.](#)

BULLETIN DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO



**Nouveau rapport : les demandes de placement en foyer d'accueil
d'une adolescente sont restées sans réponse, constate
l'Ombudsman**

**Joignez-vous à notre équipe : nous sommes à la recherche
d'avocat(e)s**

**On parle la même langue : le Commissaire aux services en français
prend la parole aux côtés de la lieutenante-gouverneure**

**Supervision des forces de l'ordre : l'Ombudsman voit ses pouvoirs
étendus**

**Renforcer les règles des conseils scolaires concernant la conduite
et les réunions : Ombudsman**

Ici, là et partout

Comment nous avons aidé

Carrières

Nouveau rapport : Les demandes d'une adolescente auprès de la SAE de York n'ont pas été entendues, selon l'Ombudsman



La Société d'aide à l'enfance de la région de York (SAE de York) n'a pas respecté les droits d'une fille de 16 ans qui a demandé à maintes reprises, avant son décès, à être placée en foyer d'accueil, a conclu l'Ombudsman Paul Dubé à l'issue de sa récente enquête.

Dans son rapport [*Des droits non reconnus : L'histoire de Mia*](#) paru le 29 avril, l'Ombudsman explique que « Mia », dont la famille était connue des sociétés d'aide à l'enfance, traversait une « crise émotive » après s'être fait « mettre à la porte » de chez elle en octobre 2019 et s'être retrouvée sans domicile sécuritaire et permanent.

Elle avait conclu une entente sur les services volontaires pour les jeunes (ESVJ) avec la SAE de York en décembre 2019. Ces ententes sont censées fournir la même « gamme complète » de services de protection de l'enfance aux jeunes de 16 ou 17 ans qu'aux enfants plus jeunes pris(es) en charge.

Mais même si elle avait expressément demandé à la SAE de York de l'aider à obtenir un placement et à se réinscrire à l'école, Mia n'a jamais reçu le soutien qu'elle demandait. Elle n'a pas été placée en foyer d'accueil, et à un certain moment, on a suggéré qu'elle pourrait « rester dans un refuge », a constaté l'Ombudsman.

Le coroner en chef a conclu que le décès de Mia en 2020 n'avait pas de lien avec les services de protection de l'enfance qu'elle avait reçus. Toutefois, l'Ombudsman a relevé des points inquiétants quant au caractère adéquat de ses soins, et a ouvert une enquête à ce sujet.

« Parce qu'elle n'a jamais réussi à se faire entendre et que ses demandes de services n'ont pas été traitées adéquatement, Mia n'a jamais eu la chance de retrouver la stabilité et de réaliser son objectif de retourner à l'école secondaire. Même si la Société d'aide à l'enfance de la région de York n'est pas responsable de son décès, cette tragédie fait ressortir d'importantes lacunes dans les mesures ayant été prises pour la protéger », écrit l'Ombudsman dans son rapport.

Son rapport comprend 20 recommandations dirigée à la SAE de York, qui ont toutes été acceptées. Son Bureau a aussi rapporté 90 plaintes au sujet des ESVJ – qui remontent jusqu'en 2019 et visent 30 SAE différentes – au ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires. Le Ministère a reconnu l'importance d'améliorer les connaissances et la formation dans le secteur de l'aide à l'enfance au sujet des ESVJ.

[Lire le rapport](#)

Joignez-vous à notre équipe : nous sommes à la recherche d'avocat(e)s

Vous êtes avocat(e)? Vous souhaitez servir le public et contribuer à améliorer les lois et la vie des gens dans votre collectivité? Notre Bureau offre des carrières innovantes en droit qui vous permettront de réaliser du concret.

Nos Services juridiques travaillent auprès de toutes nos unités et les font bénéficier de leur expertise avec les organismes du secteur public et la législation applicable. Notre équipe compte plusieurs avocat(e)s qui enquêtent sur des dossiers sérieux et complexes, préparent des rapports d'enquête et apportent conseils et soutien juridiques à l'Ombudsman et à son personnel.

En quoi ce travail consiste-t-il? Lisez cette entrevue avec Brittany, avocate.



En quoi consiste votre travail au Bureau de l'Ombudsman?

Je m'occupe des dossiers qui me sont confiés et donne des conseils sur divers dossiers traités par le Bureau. Aux Services juridiques, nous suivons aussi les modifications législatives pouvant influencer sur la compétence de notre Bureau. Enfin, nous donnons de la formation au personnel.

Qu'est-ce qui vous plaît dans votre travail?

Je travaille avec des personnes vraiment passionnées, bienveillantes et intelligentes. Mes collègues sont de tous les horizons : avocat(e)s, parajuristes, travailleur(se)s sociaux(ales), enseignant(e)s et plus encore. Avec eux(elles), j'apprends quelque chose de nouveau tous les jours. Une autre chose que j'apprécie, c'est de travailler dans beaucoup de domaines différents du droit, comme le droit administratif ou municipal, ou encore dans le secteur de l'éducation. C'est toujours très stimulant : chaque plainte est unique.

À quoi ressemble votre journée type?

Une journée type, ça n'existe pas. Un jour, je discute avec des personnes portant plainte, et le lendemain, je m'entretiens avec des membres du personnel et des représentant(e)s d'organismes gouvernementaux ou du secteur public. Parfois, je travaille sur un dossier d'enquête, ce qui signifie des entrevues à mener, l'examen de preuves ou la rédaction de documents.

À quoi ressemble votre parcours?

J'ai un baccalauréat ès arts en développement international et en études environnementales de l'Université Queen's, une maîtrise ès arts en études des arts de la scène et de la performance de l'Université York et un grade de Juris Doctor de la Osgoode Hall Law School.

Quelles compétences utilisez-vous au quotidien?

Armée de mes compétences de rédaction, je produis des avis juridiques succincts. Mon travail exige que je discute avec des personnes de beaucoup d'horizons différents. Je rencontre des gens portant plainte qui sont parfois dans une situation vulnérable ou issus d'une communauté marginalisée ou moins bien servie. Je rencontre aussi des haut(e)s fonctionnaires. Dans ces contextes, je mise souvent sur mes compétences générales, comme l'écoute active.

Quels seraient vos conseils pour les personnes souhaitant postuler?

À mon avis, Ombudsman Ontario est un très bon milieu de travail pour les personnes naturellement curieuses, à l'esprit analytique, débrouillardes et intéressées par l'accès à la justice. À la faculté de droit, il y a beaucoup de pression pour la pratique privée. Je tiens vraiment à encourager les avocat(e)s à songer à une carrière dans la fonction publique. C'est très gratifiant pour moi quand je réussis à régler un dossier par un résultat favorable : je sais alors que j'ai amélioré la vie de quelqu'un.

Postulez dès aujourd'hui au poste d'avocat(e)

**On parle la même langue : le Commissaire
aux services en français prend la parole aux
côtés de la lieutenant-gouverneure**



Le 24 avril, Carl Bouchard, Commissaire aux services en français, était en compagnie de l'honorable Edith Dumont, lieutenant-gouverneure de l'Ontario, pour un échange modéré par Gabriel Garon, lors d'un événement organisé par le Club canadien de Toronto. La discussion portait sur leurs idées au sujet des francophones de l'Ontario et du travail de leurs institutions respectives pour servir la population ontarienne.

Mme Dumont, la première Franco-Ontarienne à occuper le poste de lieutenant-gouverneure, a déclaré à l'auditoire qu'en tant que francophones, « nous avons des responsabilités », dont l'une est de « parler français ». Elle a souligné que dans son rôle, elle a « le privilège de célébrer l'engagement civique des gens d'une grande diversité » et qu'elle est « toujours heureuse » lorsque les gens lui disent que leurs enfants et petits-enfants vont en école d'immersion.

Le Commissaire Bouchard a déclaré que son message aux francophones qui cherchent des services provinciaux dans leur langue est que « vous ne devez pas avoir peur de demander à parler en français, et vous avez à votre disposition des outils pour vous aider », comme notre Bureau, où « tout le monde est bienvenu » à nous contacter. « Nous sommes capables de voir les enjeux de façon autonome, avec notre équipe chevronnée. Nous sommes la voie directe vers une résolution pour faire respecter vos droits linguistiques. »

Le Commissaire Bouchard a également participé à plusieurs autres événements ce mois-ci. Le 24 avril, il a participé à la journée nationale de l'immersion en français organisée par Canadian Parents for French à Queen's Park. L'événement avait pour but de sensibiliser les invité(e)s et les député(e)s au français langue seconde.

Le 17 avril, il s'est adressé aux professionnel(le)s de la santé lors d'une des deux « journées de réflexion » sur les services de santé en français organisées par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), au Collège Boréal, à Toronto. Nous y avons un kiosque où des membres de notre équipe ont expliqué comment notre Bureau peut aider les francophones à exercer leur droit à recevoir des services provinciaux en français.



Supervision des forces de l'ordre : l'Ombudsman voit ses pouvoirs étendus

Le 1^{er} avril 2024, plusieurs dispositions très attendues de la *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers* sont enfin entrées en vigueur. Notre Bureau dispose de pouvoirs étendus : il peut désormais traiter les plaintes concernant l'Agence des plaintes contre les forces de l'ordre – organisme remplaçant le défunt Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police – et le nouveau Service d'inspection des services policiers.

Ce nouveau pouvoir de surveillance s'applique uniquement aux incidents survenus après le 1^{er} avril 2024. Son exercice s'apparentera aux actuels pouvoirs de notre Unité des enquêtes spéciales, de la Commission civile de l'Ontario sur la police et de la Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police (rebaptisée). Notre rôle n'est pas de refaire des enquêtes ni d'annuler des décisions, mais bien de nous assurer que ces organisations fonctionnent comme elles sont censées le faire. Nous restons une instance de dernier recours et commençons toujours par guider qui s'adresse à nous vers les processus de traitement de plaintes existants.

Tous les services policiers locaux et des Premières Nations, les commissions de services policiers et les commissions des détachements de la Police provinciale de l'Ontario restent hors de notre juridiction.

Renforcer les règles des conseils scolaires concernant la conduite et les réunions : Ombudsman



Dans un mémoire adressé au ministère de l'Éducation ce mois-ci, l'Ombudsman Paul Dubé presse le Ministère de préciser le processus de nomination des commissaires à l'intégrité. Il recommande aussi de modifier la *Loi sur l'éducation* de façon à autoriser les membres du public à porter plainte contre des conseiller(ère)s scolaires en lien avec le code de conduite.

En réaction aux nouveaux règlements proposés par le Ministère, l'Ombudsman lui a également recommandé de moderniser les règles sur les réunions des conseils scolaires prévues dans la *Loi sur l'éducation* en s'inspirant des règles prescrites par la *Loi sur les municipalités*. Notre Bureau a récemment enquêté sur plusieurs plaintes au sujet de réunions tenues à huis clos par des conseils scolaires.

L'Ombudsman Dubé a fait la remarque suivante dans le mémoire : « Je remercie le Ministère de son attention et de son engagement à améliorer la gouvernance et la responsabilisation des conseils scolaires en consolidant le cadre relatif aux codes de conduite pour les membres des conseils scolaires. Je suis aussi heureux de voir le Ministère prendre des mesures pour moderniser les exigences de présence en personne aux réunions des conseiller(ère)s scolaires afin de promouvoir l'équité tout en assurant la transparence. »

[Lire le mémoire](#)

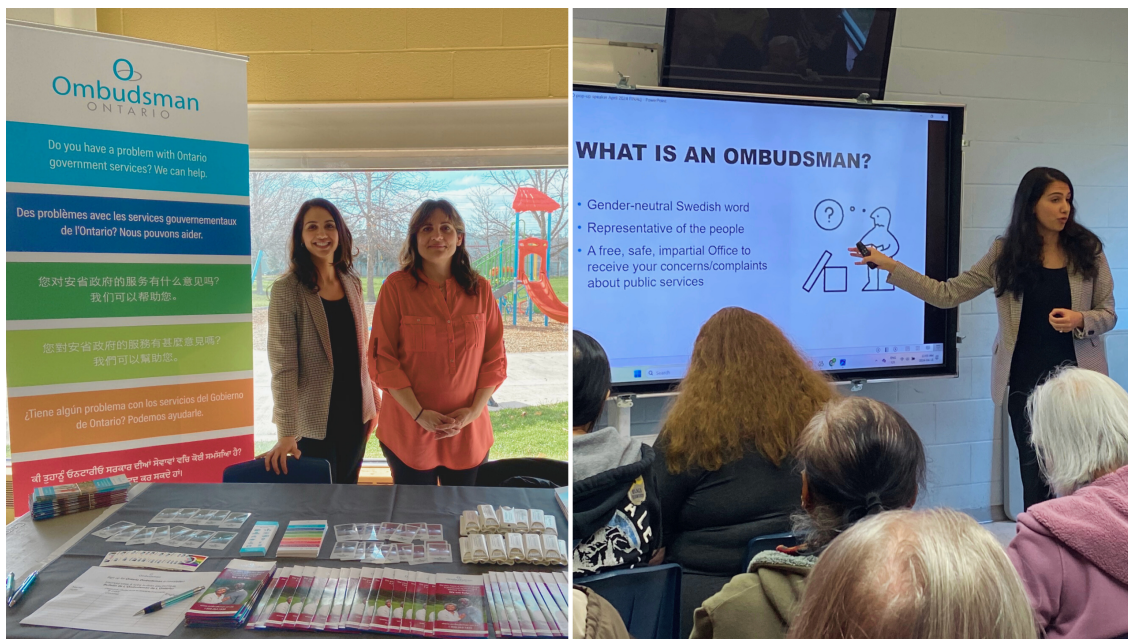
[Ici, là et partout](#)

En quoi l'Ombudsman contribue à la santé démocratique



Le 13 avril, notre Bureau était là pour les participant(e)s de la Conférence Democracy XChange organisée par l'Université de l'EADO et l'Université métropolitaine de Toronto au centre-ville de Toronto. Nous avons donné de l'information sur la contribution de l'Ombudsman à la bonne gouvernance, à l'équité administrative et au respect des droits.

Salle comble pour l'équité



Le 15 avril, notre personnel a fait une présentation faisant salle comble à des participant(e)s à l'événement [Printemps : Exposition sur le style de vie et l'apprentissage des 55+](#), tenu par l'Ontario Society of Senior Citizens Organizations au centre communautaire Ellesmere, à Scarborough. Nous avons expliqué aux personnes présentes comment nous pouvons les aider à obtenir un traitement équitable auprès des services

publics provinciaux, comme ServiceOntario, le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et plus encore.

Votre organisation d'ainé(e)s souhaite en savoir plus sur l'aide que nous offrons? Écrivez à info@ombudsman.on.ca pour organiser une présentation ou demander des brochures.

La Journée internationale en rose



Le 10 avril, notre équipe s'est jointe à des gens de partout sur la planète pour manifester son soutien à la [Journée rose](#). L'initiative mondiale de lutte contre l'intimidation a été lancée par des étudiant(e)s de la Nouvelle-Écosse qui ont commencé à porter du rose par solidarité avec un garçon victime d'intimidation parce qu'il portait une chemise rose. Par sa participation, notre personnel a démontré l'engagement de notre Bureau envers les communautés 2SLGBTQIA+ et notre position contre l'intimidation.

Rencontre avec des Autochtones : s'échanger de l'information et nouer des liens

L'Ombudsman et son personnel avaient rendez-vous avec plusieurs groupes et organismes autochtones ce mois-ci. Dans toutes ces rencontres, nous avons discuté de l'importance d'établir des relations mutuellement respectueuses et fructueuses. Le 18 avril, l'Ombudsman a parlé de son rôle et de son travail lors d'une présentation pour She Is Wise, organisation membre de l'Ontario Native Women's Association, laquelle vise à donner aux femmes et filles autochtones la force de changer les choses.

Le 12 avril, des membres du cercle autochtone de l'Unité des enfants et des jeunes et Eileen Laffey, directrice d'Early Resolutions, ont rendu visite à la Première Nation de Walpole Island et donné une présentation à des représentant(e)s de la bande et à des travailleur(se)s s'occupant d'enfants pris(e)s en charge. Il s'agissait d'une présentation générale sur le rôle de notre Bureau et notre travail auprès des enfants et jeunes pris(e)s en charge.

Les 5 et 19 avril, l'équipe de l'Unité des enfants et des jeunes a donné des présentations en ligne sur son travail et notre Bureau à l'occasion de réunions régionales du Centre et de l'Ouest à l'intention de Dnaagdawenmag Binnoojiyyag Child & Family Services (services à l'enfance et aux familles de Dnaagdawenmag Binnoojiyyag).

La langue, c'est notre affaire



Le 24 avril, le personnel de notre Unité des services en français a accueilli une délégation à notre kiosque au 2e Forum franco-ontarien des affaires, à Toronto. La Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA) organise cet événement annuel pour rassembler les principaux acteurs francophones du développement économique et de l'entrepreneuriat.

Partage de notre expertise avec nos homologues d'ailleurs au Canada

Le 29 avril, des enquêteur(se)s de notre Bureau ont donné une présentation à près de 150 membres du personnel des bureaux d'ombudsman provinciaux et territoriaux du pays, dans le cadre de la série de webinaires mensuels du Conseil canadien des ombudsmans parlementaires. Elles et ils ont parlé de nos méthodes d'enquête systémique, notamment du suivi auprès des organismes du secteur public ayant accepté nos recommandations et de nos rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces recommandations.

Comment nous avons aidé



Nom propre

Une mère nous a contacté(e)s, mécontente du comportement d'un moniteur de conduite envers son fils, un élève conducteur. Ce dernier avait entrepris une transition de genre, et le nom figurant sur ses documents officiels n'était pas le même que celui qu'il avait choisi d'utiliser dans la vie de tous les jours. La mère se plaignait que le moniteur « morinomrait » son fils. Pour sa part, le moniteur disait appliquer la politique du ministère des Transports.

RÉSULTAT : Après notre entretien avec des fonctionnaires du Ministère, ceux(elles)-ci ont communiqué avec le moniteur pour lui confirmer que l'étudiant pouvait utiliser le nom de son choix. Le Ministère nous a indiqué que sa politique sur l'apprentissage en ligne ne traitait pas précisément de la question des prénoms d'usage, mais qu'elle exigeait que les prestataires de cours évitent tout langage discriminatoire, notamment par rapport au genre.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes



Une aide vigilante

Une mère a contacté notre Bureau, car elle craignait que son fils ait été blessé par un membre du personnel d'un foyer de groupe. Nous avons immédiatement contacté l'adolescent, et avons également fait part des préoccupations de la mère à la société d'aide à l'enfance (SAE) de son fils.

RÉSULTAT : La SAE a mené une enquête, a fait des recommandations à son foyer de groupe sur les techniques de désescalade et a informé le jeune de ces recommandations. Lorsque nous avons fait un suivi auprès de l'adolescent, il nous a dit qu'il se sentait mieux et qu'il n'avait plus d'inquiétude quant à son placement dans le foyer de groupe.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant des enfants et des jeunes



Une évaluation en toute clarté

Un francophone a dû recourir aux services de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) à la suite d'un accident de travail. Il devait passer une évaluation médicale complète (physique et psychologique). La CSPAAT a référé le francophone à une clinique médicale unilingue anglaise pour passer l'évaluation avec l'aide d'interprètes. Il a refusé de s'y rendre parce qu'il ne voulait pas se retrouver dans une situation difficile puisqu'il s'agissait de l'évaluation psychologique qui serait, selon lui, très compliquée à faire avec des interprètes. Le francophone a donc soumis une demande auprès de la Commission afin d'être aiguillé vers une clinique médicale francophone. Sa demande lui a été refusée.

RÉSULTAT : Notre Bureau a soulevé cet enjeu auprès de la CSPAAT qui a revu le dossier et la demande du francophone. La CSPAAT a remis à jour ses procédures pour les membres du public qui s'identifient comme francophones et la personne a pu passer son évaluation médicale complète en français. L'homme nous a dit être extrêmement heureux et soulagé que sa situation ait pu être résolue.

En savoir plus sur la façon dont nous avons aidé d'autres Franco-Ontarien(ne)s dans nos Cas sélectionnés

Carrières



Nous continuons d'embaucher du personnel, et sommes actuellement à la recherche d'un(e) [Analyste Financier\(ière\)](#) et d'un(e) [Avocat\(e\)](#)!

Voici ce que nous offrons :

- Travail collaboratif et passionnant avec des collègues exceptionnel(le)s dévoué(e)s au service du public
- Programme complet de prestations de soins de santé, soins dentaires et soins de la vue
- Congé payé de maternité et parental généreux
- Milieu de travail hybride, avec des bureaux au centre-ville, directement sur la ligne de métro
- Engagement à l'équilibre entre travail et vie personnelle
- Régime de pension à prestations déterminées par l'entremise de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario
- Opportunités de formation continue et de développement professionnel

POSTULER MAINTENANT



Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. Les enquêtes de l'Ombudsman ont profité à des millions d'Ontariennes et d'Ontariens et ont déclenché de vastes réformes, notamment l'amélioration du dépistage des maladies chez les nouveau-nés, le renforcement du régime de loterie, l'amélioration du suivi des prisonniers placés en isolement.

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Copyright © 2024 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?
Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).

This email was sent to <<Courriel>>
[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)
Ombudsman Ontario · 483 rue Bay, 10e étage, Tour Sud · Toronto, ON M5G 2C9 · Canada